



Luxembourg, le 18 juillet 2014

Enseignement fondamental
tél.: 247 - 85118, fax: 247 - 85123

Madame LAGRANGE
Monsieur SCHROEDER
Présidents de Elteren Getrennt a.s.b.l.
3a, Boulevard Prince Henri
L-1724 LUXEMBOURG

Objet: **Droit à l'information du parent non gardien**

Madame, Monsieur les Présidents,

J'accuse bonne réception de votre lettre en date du 14 juillet 2014 au sujet du droit à l'information du parent non gardien.

Concernant votre souci légitime que toute information scolaire soit transmise aux deux parents, indépendamment de l'attribution de la garde de l'enfant, il est vrai que la Cour constitutionnelle a disposé dans un arrêt du 12 décembre 2008 que l'article 378, alinéa 1^{er} du Code civil n'est pas conforme à l'article 10bis, paragraphe 1^{er} de la Constitution au sujet du principe de l'autorité parentale conjointe.

Les implications pratiques de la transmission de toutes les informations sur la scolarité de l'enfant aux deux parents dans les cas relevés dans votre courrier méritent d'être analysées préalablement, afin que des procédures valables pour tous les établissements scolaires puissent être élaborées.

Dans cette optique j'envisage de demander l'avis du collège des inspecteurs de l'enseignement fondamental ainsi que celui des collèges des directeurs de l'enseignement secondaire et secondaire technique au sujet de l'élaboration de procédures prenant en compte les doléances présentées dans votre lettre.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur les Présidents, l'expression de ma parfaite considération.

Claude MEISCH
Ministre de l'Éducation nationale,
de l'Enfance et de la Jeunesse

Copie : Monsieur le Ministre de la Justice
Madame la Ministre de la Famille